

Ordre du Jour

Séance du Conseil Municipal

Du mercredi 18 avril 2012

A 18 heures

44ème Séance

ORANGE

L'ordre du jour est le suivant:

RAPPORTEUR: Marie-France LORHO

- 1 AMÉNAGEMENT DE LA RUE ET DU CHEMIN DU BEL ENFANT (EMPLACEMENT RÉSERVÉ N° 51 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS) – ÉCHANGE SANS SOULTE DE TERRAINS ENTRE MONSIEUR ET MADAME DECORET ET LA COMMUNE D'ORANGE
- 2 INSTAURATION DE LA PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RESEAUX (P.V.R.) CONCERNANT LA LIAISON SUD CHEMIN DE LA CROIX-ROUGE/ RUE DES BARTAVELLES (EMPLACEMENT RÉSERVÉ N° 4 AU P.O.S.)

RAPPORTEUR: Jean-Pierre PASERO

- 3 ATTRIBUTION SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU SPORTING CLUB D'ORANGE
- 4 INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT (IRL) DUE AUX INSTITUTEURS POUR 2011 : IRL DE BASE
- 5 INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT (IRL) DUE AUX INSTITUTEURS POUR 2011 : INSTITUTEURS BENEFICIANT DE LA MAJORATION DE 25 %
- 6 RENTREE SCOLAIRE 2012 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES PERSPECTIVES CONCERNANT LA CARTE SCOLAIRE

RAPPORTEUR: Claude BOURGEOIS

- 7 FIXATION DU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION DE MAITRISE D'ŒUVRE – MISE EN SECURITE DE LA FALAISE ROCHEUSE AUX ARCHIVES MUNICIPALES

RAPPORTEUR: Josette ADIASSE

- 8 DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE – QUARTIER ARGENSOL- APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES (INRAP).
- 9 DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU POUR LA MISE EN PLACE DE LA SURVEILLANCE DE LA PRESENCE DE MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX REJETEES VERS LES MILIEUX AQUATIQUES SUR LA STATION D'EPURATION RASPAIL CONFORMEMENT A L'ARRETE PREFECTORAL N°2011332-0018 DU 28 NOVEMBRE 2011
- 10 BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT – REMBOURSEMENT D'EMPRUNT PAR ANTICIPATION

RAPPORTEUR: Jacques PAVET

- 11 CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNEBRES: SERVICE FUNERAIRE MUNICIPAL – DESIGNATION D'UN NOUVEAU MEMBRE

RAPPORTEUR: Armand BEGUELIN

- 12 CREATION D'UN ORGANISME UNIQUE DE GESTION SUR LE BASSIN VERSANT DE L'AYGUES –
ACCORD DE PRINCIPE -

RAPPORTEUR: Marie-France LORHO

DOSSIER N°1

AMÉNAGEMENT DE LA RUE ET DU CHEMIN DU BEL ENFANT (EMPLACEMENT RÉSERVÉ N° 51 DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS) – ÉCHANGE SANS SOULTE DE TERRAINS ENTRE MONSIEUR ET MADAME DECORET ET LA COMMUNE D'ORANGE

Le rapporteur expose :

Dans le cadre de l'aménagement de la Rue et du Chemin du Bel Enfant inscrit au Plan d'Occupation des Sols sous l'emplacement réservé n° 51, la Commune s'est rendue propriétaire de la parcelle cadastrée section BB n° 47 d'une surface de 240 m² sise 542 Rue de Châteauneuf.

La parcelle mitoyenne cadastrée section BB n°46 d'une surface de 390 m², appartenant en propriété indivis à Monsieur et Madame Henri-Marc DECORET domiciliés Le Moulinas à UCHAUX (84100), est également grevée pour partie par l'emplacement réservée n° 51.

Après négociations, un accord amiable est intervenu sur la base d'un échange de terrains conformément au plan ci-joint, à savoir :

Propriétaire	Références cadastrales	Superficie	Surfaces d'emprise échangées*
<u>Monsieur et Madame Henri-Marc DECORET</u> Le Moulinas 84100 UCHAUX	Section BB n° 46	390 m ²	Emprise de 25 m ² environ à céder à la Commune
<u>Commune d'ORANGE</u> BP 87 84106 ORANGE Cedex	Section BB n° 47	240 m ²	Emprise de 25 m ² environ à céder à M. et Mme DECORET

* Surfaces données à titre indicatif

D'un commun accord entre les parties, cet échange interviendra aux conditions suivantes :

- échange sans soulte, les surfaces rétrocédées étant équivalentes ;
- rétablissement, par la Commune, d'un muret de séparation aux nouvelles limites de la propriété BB n° 46 et du passage bateau d'une largeur de 4 m ;
- détermination des surfaces d'emprise échangées par document d'arpentage ;
- prise en charge, par la Commune, des frais de géomètre et de notaire.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

1°) – ACCEPTER l'échange de terrains entre Monsieur et Madame Henri-Marc DECORET et la Commune aux conditions mentionnées ci-dessus ;

2°) – PRECISER que ledit échange de terrains interviendra sans soulte ;

3°) – DIRE que, conformément aux dispositions de l'Article 1042 du Code Général des Impôts, modifié par l'Article 21 de la Loi de Finances 1983, ladite transaction est exemptée des droits de mutation ;

4°) – AUTORISER Monsieur le Maire, ou son adjointe habilitée, à signer toutes les pièces inhérentes à ce dossier.

DOSSIER N°2

INSTAURATION DE LA PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RESEAUX (P.V.R.) CONCERNANT LA LIAISON SUD CHEMIN DE LA CROIX-ROUGE/ RUE DES BARTAVELLES (EMPLACEMENT RÉSERVÉ N° 4 AU P.O.S.)

Le rapporteur expose :

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et notamment ses articles L.332-6-1, L.332-11-1 et L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme, demandant la participation sur la partie des parcelles cadastrales faisant l'objet de la demande de permis de construire située à moins de cent mètres de la voie;

Vu la délibération en date du 25 Juillet 2001 visée en Préfecture de Vaucluse le 1^{er} Août 2001, instaurant la Participation pour Voies Nouvelles et Réseaux (P.V.N.R.) sur l'ensemble du territoire de la commune d'Orange;

Vu la loi Urbanisme et Habitat du 02 Juillet 2003, modifiant les articles L.332-6-1 et L.332-11-1 du Code de l'Urbanisme;

Considérant que la Commune a décidé d'aménager le quartier de la Croix Rouge :

- organiser l'urbanisation de façon cohérente en interdisant les habitations individuelles au coup par coup;
- permettre l'implantation de nouvelles constructions;
- structurer le quartier par le biais d'une voie de liaison inter-quartier;
- interdire toute sortie directe des particuliers sur la rue des Gaulois.

Conformément aux articles sus-mentionnés, la participation ne sera alors exigible que sur les propriétés foncières non construites ou sur lesquelles des droits à bâtir existent, situées dans la zone classée en 1NAb, comprises dans la bande des 100 mètres, qui jouxtent la voie nouvelle (emplacement réservé n°4), c'est-à-dire les parcelles cadastrées Section S feuille 1 n° 916p, 915p, 264, 265, 1204, 1206, 1201, 1214, 1095p, 1086, 1083p, 1089p, 573p, 267p, 268p, 269p et 270 pour lesquelles les équipements publics d'infrastructure sont mis en place par la Commune d'ORANGE.

Les autres propriétés foncières, situées de part et d'autre de cette voie, ne pourront être assujetties au versement de la participation, du fait que :

- les terrains sont déjà construits;
- les terrains nus constructibles sont déjà desservis en équipements publics de voirie et de réseaux

Considérant que l'implantation de nouvelles constructions dans le périmètre délimité par le plan ci-annexé nécessite la création d'une voie de desserte dont le coût total s'élève à **566 388 € T.T.C.**;

Considérant que la superficie totale des terrains situés à moins de 100 mètres de la voie est de **39 135 m²** ;

Considérant que la voie nouvelle est exclusivement destinée à permettre l'implantation de nouvelles constructions sur les terrains desservis ;

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

1°) – ENGAGER la réalisation des travaux de voirie dont le coût s'élève à **566 388 Euros T.T.C..**

Il correspond aux dépenses suivantes :

TRAVAUX DE CONSTRUCTION	COÛTS DES TRAVAUX en Euros
- Acquisitions foncières	30 360
- Travaux de voirie	252 921
- Eclairage public	46 908
- Ecoulement des eaux pluviales	126 074
RESEAUX	
- Eau potable	42 700
- Electricité	49 607
DEPENSES D'ETUDES	
- Frais d'études	17 818
COÛT TOTAL	566388

2°) – PRECISER que les propriétés foncières concernées sont situées dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de la voie suivant le plan joint ;

3°) – FIXER le montant de la participation due **par mètre carré** de terrain desservi à **14,47 € TTC** ;

4°) – DECIDER que le montant de la P.V.R., dû par mètre carré de terrain, sera actualisé en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction publiée par l'INSEE, lors de l'établissement des titres de recette émis après délivrance des autorisations d'occuper le sol ou lors des conventions visées à l'article L.332-11-2 du Code de l'Urbanisme ;

5°) – PRECISER que ce coût ne tient compte ni de la P.R.E. (assainissement) ni du coût des câbles de communication (téléphonie) ;

6°) – AUTORISER Monsieur le Maire, ou son adjointe habilitée, à signer toutes les pièces inhérentes à ce dossier.



RAPPORTEUR: Jean-Pierre PASERO

DOSSIER N°3

ATTRIBUTION SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU SPORTING CLUB D'ORANGE

Le rapporteur expose :

Dans le cadre du jumelage avec la ville de WEIFANG en Chine, la commune d'Orange a été invitée à participer à un tournoi international de jeunes footballeurs, ayant pour objectif de promouvoir et de développer le football en Chine.

Le dossier de participation a été présenté aux deux associations de football de la commune à savoir le Sporting club d'Orange et le Grès.

A l'issue de cette réunion, il a été décidé qu'une équipe composée de joueurs des deux clubs représenterait la ville d'Orange pour cette manifestation. L'équipe sera composée de 16 joueurs et quatre accompagnateurs adultes.

Les frais de participation comprennent le billet d'avion ainsi que les frais de restauration et d'hébergement.. Chaque famille prend à sa charge 400 € et la Commune propose de prendre à sa charge les frais restant soit : 41 262 €.

Cette somme sera versée sous forme d'une subvention exceptionnelle à l'association « Sporting Club d'Orange » étant donné le nombre important de joueurs appartenant à ce club y participant.

Un avis favorable a été émis par la commission de finances du 5 avril 2012

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- 1°) – ALLOUER** une subvention exceptionnelle de 41 262 € à l'association « Sporting Club d'Orange » ;
- 2°) – PRECISER** que les crédits nécessaires sont prévus au Budget Primitif 2012 ;
- 3°) – AUTORISER** Monsieur Le Maire, ou l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ce dossier.



DOSSIER N°4

INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT (IRL) DUE AUX INSTITUTEURS POUR 2011 : IRL DE BASE

Le rapporteur expose :

Le Décret n° 83.367 du 2 Mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs précise, en son article 3, que le montant de l'indemnité perçue par les instituteurs à défaut de mise à disposition d'un logement, est fixé par le Préfet, après avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale et du Conseil Municipal.

Par courrier en date du 2 mars 2012, Monsieur le Préfet de Vaucluse propose de fixer, pour 2011, le montant de l'IRL de base à 2 297,45 €.

Il précise en outre que le montant de la Dotation Spéciale Instituteurs (DSI) allouée par l'Etat aux communes en compensation des charges liées au logement des instituteurs a été fixé pour 2011 à 2 808,00 € par le Comité des Finances Locales (CFL). Ainsi le montant unitaire pour 2011 reste identique à celui de 2010. Le Comité des Finances Locales (CFL) a souhaité que le taux de variation du montant unitaire de l'I.R.L. 2011 soit stabilisé par rapport au montant unitaire de l'I.R.L. 2010.

Il résulte des propositions de Monsieur le Préfet que l'IRL de base serait prise en charge en totalité par l'Etat.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- 1) **EMETTRE** un avis favorable sur la proposition de Monsieur le Préfet de Vaucluse de fixer le montant de l'IRL de base à 2 297,45 €, pour 2011.
- 2) **PRECISER** que les crédits nécessaires sont prévus au BP 2012.



DOSSIER N°5

INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT (IRL) DUE AUX INSTITUTEURS POUR 2011 : INSTITUTEURS BENEFICIANT DE LA MAJORATION DE 25 %

Le rapporteur expose :

Le Décret n° 83.367 du 2 Mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs précise, en son article 3, que le montant de l'indemnité perçue par les instituteurs à défaut de mise à disposition d'un logement, est fixé par le Préfet, après avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale et du Conseil Municipal.

Par courrier en date du 2 mars 2012, Monsieur le Préfet de Vaucluse propose de fixer à 2 871,81 € au titre de 2011 l'indemnité de logement des instituteurs bénéficiant de la majoration de 25 %.

Il précise en outre que le montant de la Dotation Spéciale Instituteurs (DSI) allouée par l'Etat aux communes en compensation des charges liées au logement des instituteurs a été fixé pour 2011 à 2 808,00 € par le Comité des Finances Locales (CFL). Ainsi le montant unitaire pour 2011 reste identique à celui de 2010. Le Comité des Finances Locales (CFL) a souhaité que le taux de variation du montant unitaire de l'I.R.L. 2011 soit stabilisé par rapport au montant unitaire de l'I.R.L.2010.

Il résulterait des propositions de Monsieur le Préfet une contribution communale de 63,81 € par instituteur ayant droit à cette majoration au titre de 2011, soit un montant identique à celui de 2010.

Aussi, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **EMETTRE** un avis défavorable sur la proposition de Monsieur le Préfet de Vaucluse de fixer le montant de l'IRL des instituteurs bénéficiant de la majoration de 25 % à 2 871,81 €, pour 2011.



DOSSIER N°6

RENTREE SCOLAIRE 2012 – AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES PERSPECTIVES CONCERNANT LA CARTE SCOLAIRE

Le rapporteur expose :

Par courrier en date du 21 février 2012, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale de Vaucluse, nous informe des perspectives sur Orange concernant la carte scolaire à la rentrée de septembre 2012 et nous demande de bien vouloir lui faire connaître notre avis.

Après étude des services départementaux de l'Education Nationale, sont proposées :

- Ouverture d'une classe
- école primaire Martignan
- école primaire Les Sables

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

1°) EMETTRE un avis défavorable à la proposition d'ouverture pour la rentrée de septembre 2012 à l'école primaire Martignan

2°) EMETTRE un avis défavorable à la proposition d'ouverture à la rentrée de septembre 2012 d'une classe à l'école primaire Les Sables.

3°) AUTORISER Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à ce dossier.



RAPPORTEUR: Claude BOURGEOIS

DOSSIER N°7

FIXATION DU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION DE MAITRISE D'ŒUVRE – MISE EN SECURITE DE LA FALAISE ROCHEUSE AUX ARCHIVES MUNICIPALES

Le rapporteur expose :

Par décision en date 16 novembre 2011, un marché relatif à la maîtrise d'œuvre pour la mise en sécurité de la falaise rocheuse aux archives municipales a été conclu avec le bureau d'études GIA Ingénierie sis à MARSEILLE (13), pour un montant total TTC de 6 350.76 €.

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux s'élevait à 59 000 € HT. La rémunération provisoire du maître d'œuvre s'établissait à 5 310,00 € H.T (taux de rémunération 9,00 %).

L'avant projet établi par le maître d'œuvre fait ressortir un coût prévisionnel des travaux de 63 957,00 € H.T.

Conformément à l'article 8.3 du CCAP, il convient de fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre, car l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux est supérieure à l'enveloppe prévisionnelle.

Ce forfait définitif s'obtient en multipliant le coût prévisionnel des travaux avec le taux de rémunération, soit : $63\,957,00 \times 9,00\% = 5\,756.13 \text{ € H.T (+ } 446.13 \text{ € HT)}$.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

1°) APPROUVER l'avant projet sommaire définitif et l'avenant n°1 fixant le forfait définitif de rémunération du bureau d'études GIA Ingénierie, le nouveau montant du marché étant de 5 756,13 € HT (6 884.33 € TTC),

2°) AUTORISER Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cet avenant et toutes les pièces s'y rapportant,

3°) PRECISER que le financement est inscrit au Budget 2012 – Fonction 323 – Nature 2313.

➤ Voir avenant N°1 en annexe 1 P21

➤ Voir Avant Projet Sommaire Définitif en annexe 2 P24



RAPPORTEUR: Josette ADIASSE

DOSSIER N°8

DIAGNOSTIC D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE – QUARTIER ARGENSOL- APPROBATION D'UNE CONVENTION AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES (INRAP)

Le rapporteur expose :

Dans le cadre de l'assainissement et de l'aménagement du quartier de l'Argensol, Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a, par arrêté du 6 juillet 2011, prescrit un diagnostic d'archéologie préventive concernant les parcelles cadastrées AM-5, AN-206, AN-215, AN-77-78-79, AN-81 et AN-109, quartier de l'Argensol, desservies par l'avenue Lorho et la route du Parc.

Ces opérations devant être confiées à un organisme habilité, il est proposé de signer une convention avec l'INRAP pour mettre à sa disposition les parcelles concernées afin qu'il effectue les sondages lui permettant de réaliser le diagnostic. La convention définit les modalités de réalisation de ces sondages, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des parties dans le cadre de l'opération ; elle fixe également le calendrier, l'emprise et les conditions particulières des travaux.

La date prévisionnelle du début de l'opération est le 30 avril 2012 et devrait être d'une durée de 19 jours (dix-neuf) ouvrés.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- 1) APPROUVER** la convention avec l'INRAP,
- 2) AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjointe Déléguée à signer toutes pièces afférentes à ce dossier.

➤ Voir projet de convention en annexe 3 P48



DOSSIER N°9

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU POUR LA MISE EN PLACE DE LA SURVEILLANCE DE LA PRESENCE DE MICROPOLLUANTS DANS LES EAUX REJETEES VERS LES MILIEUX AQUATIQUES SUR LA STATION D'EPURATION RASPAIL CONFORMEMENT A L'ARRETE PREFECTORAL N°2011332-0018 DU 28 NOVEMBRE 2011

Le rapporteur expose :

L'arrêté préfectoral n° 2011332-0018 du 28 novembre 2011 porte prescriptions complémentaires à autorisation au titre des articles R.214-17 et R.214-18 du code de l'environnement concernant la mise en place de la surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques sur la station d'épuration RASPAIL.

Cette surveillance doit être mise en place au cours de l'année 2012 pour les stations d'épuration de plus de 10 000 équivalents-habitants.

Le montant global de l'opération est de 6 415,64 € TTC.

Une demande de subvention est sollicitée auprès de l'Agence de l'Eau, seul organisme susceptible d'aider au financement de ce type d'opération.

L'aide correspondante s'élevant à hauteur de 50% du montant total, il restera donc 50% du montant de l'opération à la charge de la commune.

Montant total des travaux	Agence de l'Eau	Ville d'Orange
	50 %	50 %
6 415,64 € TTC	3 207,82 € TTC	3 207,82 € TTC

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

1°/ APPROUVER la demande de subvention à l'Agence de l'eau pour la mise en place de la surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques sur la station d'épuration RASPAIL,

2°/ S'ENGAGER à rembourser à l'Agence de l'Eau la subvention perçue en cas de non-respect de ses obligations,

3°/ AUTORISER Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer tous les documents afférents à ce dossier.



DOSSIER N°10

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT – REMBOURSEMENT D'EMPRUNT PAR ANTICIPATION

Le rapporteur expose :

Par délibération en date du 21 mars 2012, vous avez approuvé dans le cadre du vote du Budget Primitif 2012 du Service ASSAINISSEMENT, le principe d'un remboursement par anticipation d'une partie d'un prêt du Crédit Agricole.

Ce remboursement partiel de 2 600 000,00 € présente pour la Collectivité quelques avantages :

1. – Allègement de notre trésorerie (qui ne peut être placée et qui par conséquent ne rapporte aucun intérêt),
2. – Diminution rapide de notre dette en capital et en intérêts. Pour information, l'économie générée sur le non-paiement de ces intérêts dans les prochaines années représente environ 80 000,00 € annuels.
3. – Possibilité de recours à l'emprunt dans les prochaines années en cas de besoin.

La démarche

Après constatation d'un excédent sur les années antérieures et d'un emprunt de 4 000 000,00 € contracté en 2009, sous le N° XU 00300123, (dont il reste en capital 3 600 000,00 € à ce jour), il est décidé de procéder à un remboursement partiel à hauteur de 2 600 000,00 € de cet emprunt qui permettra, par ailleurs, une économie substantielle sur les remboursements d'intérêts.

Les conditions

Un remboursement partiel au 25 mai 2012, du prêt N° XU 00300123, du Crédit Agricole, permettra de rembourser le capital de 2 600 000,00 €, sans intérêts ou pénalités.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- 1°) – SE PRONONCER FAVORABLEMENT** sur le remboursement anticipé de l'emprunt ci-dessus référencé,
- 2°) – AUTOSISER** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.



RAPPORTEUR: Jacques PAVET

DOSSIER N°11

CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNEBRES : SERVICE FUNERAIRE MUNICIPAL - DESIGNATION D'UN NOUVEAU MEMBRE

Le rapporteur expose :

Conformément aux articles R. 2221-4 et R. 2221-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, le nombre des membres de ce conseil ne pouvant être inférieur à 3 et les représentants de la commune devant détenir la majorité des sièges, il y a lieu de désigner trois membres au Conseil d'Exploitation de la Régie Municipale des Pompes Funèbres - Service Funéraire Municipal.

Par délibération du 15 avril 2008, le Conseil Municipal avait désigné trois membres :

- Président : **Monsieur Jacques PAVET,**
- Membre représentant la Commune : **Monsieur Bernard EICKMAYER,**
- Membre extérieur : **Monsieur Maurice BOURGEOIS.**

Cependant, étant donné la disparition de M. Maurice BOURGEOIS il y a lieu de nommer un nouveau membre à savoir :

- Membre extérieur : **Monsieur Claude BOUDIER**

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

1°) – DESIGNER Monsieur Claude BOUDIER en tant que membre extérieur au sein du Conseil d'exploitation du service funéraire municipal ;

2°) – AUTORISER Monsieur le Maire, ou le Conseiller Municipal Délégué, à signer tout document relatif à ce dossier.



RAPPORTEUR: Armand BEGUELIN

DOSSIER N°12

CREATION D'UN ORGANISME UNIQUE DE GESTION SUR LE BASSIN VERSANT DE L'AYGUES – ACCORD DE PRINCIPE -

Le rapporteur expose :

C'est en 2000 que les élus et les acteurs du bassin versant de l'Aygue s'engagent dans une procédure conduisant à l'élaboration du contrat de rivière. Trois syndicats intercommunaux sont alors désignés comme porteurs de projets :

- le SIDRESO : le Syndicat Intercommunal de Défense des Rives de l'Aygue Supérieure et de l'Oule ;
- le SIDREI : Syndicat Intercommunal de Défense des Rives de l'Aygue Inférieure ;
- le SMIAA : Syndicat Mixte Intercommunal d'Aménagement de l'Aygue.

La Commune d'Orange a donc intégré le SMIAA, dont le siège est à Saint-Roman de Malegarde.

Dans sa séance du 13 février 2012, le SMIAA a validé le principe de la création d'un organisme unique de gestion sur le bassin versant de l'Aygue, pour la mise en œuvre, dans les meilleures conditions, du dossier définitif du contrat de rivière en cours d'écriture ainsi que les actions qui y seront associées, tant sur le plan de l'assainissement, de l'hydraulique, du risque inondation, de la valorisation des sites ou de la communication.

Monsieur le Préfet de Vaucluse a transmis au SMIA de l'Aygue, pour information, une copie d'un courrier adressé à son homologue de la Drôme, le 10 octobre 2011, dans lequel il demandait d'intégrer le SMIA de l'Aygue en Vaucluse dans le schéma départemental Drômois sur l'intercommunalité.

La Commission Départementale de la Drôme (CDCI) chargée d'examiner les futurs projets a émis un avis favorable le 5 décembre 2011 à la fusion des deux syndicats de rivière, celui du Département de la Drôme avec celui du Vaucluse.

L'arrêté préfectoral n° 2011348-0003 du 14 décembre 2011 (Département de la Drôme) a acté la fusion des syndicats de rivière du bassin versant (SIDREI-SIDRESO et SMIA Aygues).

Si la création d'un organisme unique de gestion au niveau du bassin versant apparaît aujourd'hui comme intéressant pour la mise en œuvre du futur contrat de rivière, on déplore toutefois le manque de concertation au niveau de la CDCI de la Drôme quant au projet de fusion qui a été acté.

Il est cependant précisé que :

↳ le bassin versant rassemble près de 60 000 habitants dont plus des deux tiers résident sur la partie vauclusienne ; **et plus particulièrement sur la Commune d'Orange** ;

↳ les enjeux principaux du bassin versant de la rivière se concentrent principalement sur le secteur aval et ont été répertoriés dans les pôles d'enjeux des Territoires à risque inondation (TRI) ;

↳ le risque inondation est très marqué sur les Communes avales. La Ville d'Orange avec ses 30 000 habitants, se trouve la plus exposée ;

↳ les ouvrages de protections (digues) sur plus de 7 km ont été surclassés en catégorie A en rive gauche, en aval de Camaret sur Aigues.

C'est pourquoi des réserves ont été édictées, auxquelles la Commune s'associe pleinement, pour que soient pris en compte pour la création, la gouvernance et la gestion de cette future structure unique du bassin versant de l'Aygues :

- ↑ l'approche juridique, les nouveaux découpages issus des futures intercommunalités et des Territoires à risque inondation (TRI) ;
- ↑ les pôles d'enjeux majeurs leur concentration et l'exposition géographique au risque inondation ;
- ↑ les aspects financiers et techniques liés également aux futures intercommunalités (dotations – travaux importants à réaliser, etc.) ;
- ↑ les spécificités des différents secteurs du bassin versant (amont – médian – aval) ;
- ↑ la future gestion du Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) ;

En outre, au vu des éléments en notre possession, des interrogations demeurent pour faire valoir nos spécificités et nos besoins en cas de gestion Drômoise, à savoir :

- quel sera le mode de répartition des représentants des Collectivités au sein du futur syndicat ?
- quelles seront les clés de répartitions financières ?

La Commune d'Orange, avec ses représentants délégués au SMIAA, s'est toujours impliquée au sein du Syndicat, notamment pour la protection des personnes et des biens dans les risques inondations, et par conséquent, a adressé le 29 novembre 2011 un courrier à Monsieur le Préfet de Vaucluse sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale, pour lui faire part de ses craintes et des réserves énoncées ci-dessus.

Malheureusement, à ce jour, cette correspondance est restée sans effet.

Compte tenu de ce qui précède il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **EMETTRE** un avis défavorable pour la création d'un organisme unique de gestion sur le bassin versant de l'Aygues.

Cet avis pourrait évoluer sous réserves qu'il soit pris en compte pour la création, la gouvernance (tenant compte strictement du nombre d'habitants de chaque zone) et la gestion de cette future structure unique :

- l'approche juridique,
- les enjeux majeurs et l'exposition géographique au risque inondation,
- les aspects financiers et techniques liés aux futures intercommunalités,
- les spécificités des différents secteurs du bassin versant (amont – médian – aval) et le financement de chacune d'elles.

